



Informations du Guatemala

2° année / N° 94

Du 12 au 18 octobre 1984

POLITIQUE

Moment crucial

Aide militaire des Etats-Unis, prochainement

Appel au dialogue entre le gouvernement et l'insurrection lancé par l'archevêque

La persécution politique continue

Alliance d'extrême-droite

ECONOMIE

Les industriels et les commerçants critiquent le gouvernement

Les devises du pays, au niveau le plus bas

Le gouvernement n'a pas épuisé le budget prévu

Emprunt destiné à la relance industrielle

Le président de la Banque de Guatemala renonce à son poste

INSURRECTION

EGP : 18 pertes occasionnées à l'armée dans le Ixcán

Un Lieutenant de l'armée trouve la mort

DROITS DE L'HOMME

Les guatémaltèques, entravés dans leur épanouissement

Manifestation pour les disparus

A Madrid

Violence officielle

Boycottage de Coca-Cola

4P 12.315

POLITIQUE

MOMENT CRUCIAL

Le Général Oscar Mejía Víctores, chef de l'état, dans un message diffusé le 12 octobre par la chaîne nationale de Radio et Télévision, a expliqué que la crise qui sévit au Guatemala a forcé le gouvernement à adopter, il y a un mois, de nouvelles lois fiscales aux fins de permettre un assainissement de l'économie nationale et un renforcement des dépenses militaires.

Mejía a souligné que "l'état a besoin de ressources pour répondre à ses exigences en matière de défense", domaine où "il ne saurait être question d'économies si l'on tient à éviter le risque d'une subversion accrue".

Le chef de l'état a parlé de "moment crucial" et a demandé la "compréhension" du secteur privé ainsi que sa collaboration dans le cadre de ces lois fiscales.

AIDE MILITAIRE DES ETATS-UNIS, PROCHAINEMENT

Le 12 octobre, le Général Mejía Víctores, après s'être entretenu au Panama avec le Secrétaire d'état Georges Shultz, a annoncé que l'aide militaire américaine au Guatemala, suspendue en 1977, serait reprise sous peu.

Le Chancelier Fernando Andrade, quant à lui, a précisé que des militaires guatémaltèques seront entraînés dans des bases américaines et que le gouvernement des Etats-Unis s'engage à leur octroyer plus de 10 millions de dollars pour du matériel de guerre et des armes, ainsi que 55 millions sous forme de crédits. La date d'entrée en vigueur de ces aides n'a pas été précisée.

APPEL AU DIALOGUE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'INSURRECTION LANCE PAR L'ARCHEVEQUE

Monseigneur Prospero Penados Del Barrio, archevêque du Guatemala, s'est montré partisan d'un dialogue entre le gouvernement et l'insurrection au Guatemala, alors qu'il commentait favorablement, le 15 octobre, le dialogue qui s'est établi au Salvador entre l'insurrection et le gouvernement.

L'archevêque a fait remarquer que : "la guerrilla est une force avec laquelle il faut compter".

LA PERSECUTION POLITIQUE CONTINUE

Jorge Carpio Nicolle, candidat à la présidence pour l'Union de Centre National -UCN- a dénoncé, le 15 octobre, l'action de l'armée et de la police, qui entrave le prosélytisme des partis politiques. Il a ajouté que récemment, un activiste de son organisation avait trouvé la mort et que d'autres avaient été enlevés. En outre, les autorités militaires exercent des pressions sur ses militants dans diverses régions du pays.

Carpio Nicolle, exprimant ainsi son étonnement face aux procédés des autorités

militaires et policières, a réitéré qu'ils "étaient du centre, et aucunement radicaux".

ALLIANCE D'EXTRÊME-DROITE

Les partis politiques d'extrême-droite, Mouvement de Libération National, Centrale Authentique Nationaliste et Institutionnelle Démocratique, ont signés le 11 octobre un accord prévoyant leur participation coalisée aux prochaines élections présidentielles, en 1985, où ils soutiendront la candidature du dirigeant anti-communiste, Mario Sandoval Alarcon.

Lors des élections législatives pour l'Assemblée Nationale Constituante, le 1 juillet dernier, les trois formations avaient obtenu un total de 23,21% des votes, et 31,81% des sièges à l'Assemblée.

ECONOMIE

LES INDUSTRIELS ET LES COMMERCANTS CRITIQUENT LE GOUVERNEMENT

Les Chambres de l'Industrie et du Commerce, dans une déclaration rendue publique le 12 octobre, ont condamné les interventions de l'état du Guatemala dans les activités économiques du secteur privé, attendu que l'état est incapable d'administrer les ressources du pays.

Les chefs d'entreprise ont souligné que le gaspillage des ressources et la corruption dans les investissements publics étaient responsables de l'actuel manque de liquidité en devises et de la stagnation économique.

Tous les secteurs de l'Initiative Privée ont condamné, au cours des derniers mois, la politique économique du gouvernement ; surtout depuis l'adoption par ce dernier, en septembre, de deux lois qui altèrent la structure fiscale du pays.

LES DEVISES DU PAYS, AU NIVEAU LE PLUS BAS

Le Colonel Leonardo Figueroa Villate, ministre des finances, a déclaré le 10 octobre, que le gouvernement avait obtenu un prêt de la Banque Internationale, équivalent à 30 millions de dollars, pour permettre au pays d'acheter des combustibles et des lubrifiants. Il a ajouté que les devises disponibles dans le pays avaient atteint "le niveau le plus bas".

Figueroa n'a pas précisé quel était le montant des devises disponibles, ni quelle institution de crédit a concédé le prêt qui devra être amorti dans un délai de 36 mois.

LE GOUVERNEMENT N'A PAS EPUISÉ LE BUDGET PREVU

Le 12 octobre, le ministre des finances a annoncé qu'au cours de l'exercice fiscal 1984, le gouvernement a dépensé 17% de moins que ce qui avait été fixé par le budget. En effet le budget autorisé s'élevait à 1 314 millions de Quetzales (\$)

alors que les dépenses réelles équivalent à 1 090 millions.

Le ministre a ajouté que le gouvernement négocie auprès de la Banque Interaméricaine de Développement et auprès de banques allemandes le financement nécessaire pour promouvoir l'agriculture et réparer la centrale hydroélectrique de Chixoy qui est hors service depuis 1983, c'est-à-dire quelques semaines à peine après sa mise en fonctionnement lorsque de graves erreurs structurelles furent décelées.

EMPRUNT DESTINE A LA RELANCE INDUSTRIELLE

Carlos Alpírez, président de la Banque de Guatemala, a déclaré que le gouvernement par le biais de la Banque (Centrale) de Guatemala négocie auprès de la Banque Interaméricaine de Développement l'obtention de crédits pour une valeur de 100 millions de dollars, destinés principalement à l'importation de matières premières dans le but de permettre la relance industrielle.

Dans son allocution du 12 octobre, il a également annoncé qu'un prêt de 60 millions, octroyé auparavant dans le même but, arrivait actuellement à terme.

LE PRESIDENT DE LA BANQUE DE GUATEMALA RENONCE A SON POSTE

Le 15 octobre, le président de la Banque de Guatemala, Carlos Alpírez, a définitivement renoncé à ses fonctions. Ce poste incombe depuis à l'ancien vice-président de la Banque, Oscar Alvarez Marroquin.

Bien que les motifs qui ont amené Carlos Alpírez à renoncer à son poste ne soit pas officiellement connus, des sources proches du gouvernement ont rappelé que la semaine dernière, le ministre de l'économie a tenu Alpírez pour responsable de la fermeture de la frontière costaricienne aux produits guatémaltèques. Cette mesure fut prise devant l'incapacité du Guatemala à fournir le paiement en devises nécessaire au remboursement de la dette de 59 millions de dollars pour laquelle le Guatemala est redevable au Costa Rica.

INSURRECTION

EGP : 18 PERTES OCCASIONNEES A L'ARMEE DANS LE IXCAN

L'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP-, selon un bulletin de guerre du même EGP, a attaqué le 7 octobre des troupes gouvernementales dans la région de Ixcán, au nord-ouest du département de El Quiché, causant la mort de 14 soldats de l'armée régulière et blessant grièvement 4 autres soldats.

Selon cette même information, les forces rebelles n'ont eu aucunes pertes à déplorer, et se seraient emparées d'un fusil des forces régulières.

D'après un télex de l'EGP, reçu et publié le 16 octobre par le journal Presse Libre au cours du mois de septembre, l'EGP aurait infligé 18 autres pertes à l'armée lors d'affrontements s'étant déroulés dans le nord-ouest du pays. Un insurgé

aurait trouvé la mort et deux autres auraient été blessés au cours de ces actions.

UN LIEUTENANT DE L'ARMEE TROUVE LA MORT

Selon un bulletin militaire daté du 14 octobre, le Lieutenant d'infanterie Edwin Francisco Arana Flores a trouvé la mort au cours d'une attaque menée par les insurgés contre des contingents militaires, près du port de Barrios, au nord-ouest, dans le département de Izabal.

DROITS DE L'HOMME

LES GUATEMALTEQUES, ENTRAVES DANS LEUR EPANOUISSEMENT

Selon Monseigneur Prospero Penados Del Barrio, archevêque du Guatemala, dans un message publié le 10 octobre, le peuple guatémaltèque se voit chaque jour "plus entravé dans la réalisation de projets de vie sur le plan personnel, familial et social".

Cet homme d'église a lamenté "les assassinats, les disparitions, les injustices et l'arbitraire" qui sont le pain quotidien du pays, et il a ajouté : " les actes des fonctionnaires, les idées exprimées à l'Assemblée Constituante et la conduite délictueuse grignotent chaque jour d'avantage les fondements vitaux du peuple guatémaltèque".

MANIFESTATION POUR LES DISPARUS

Plus de 1 000 personnes ont entrepris le 12 octobre une marche de 32 kilomètres pour demander qu'on leur rende vivantes les personnes disparues durant ces dernières années.

La marche a été organisée par le groupe d'Appui Mutuel et a réuni des mères, des épouses, des enfants de disparus, mais également des syndicalistes, des prêtres, des étudiants et des personnes issues de toutes les couches sociales.

A MADRID

Une campagne pour qu'on libère, vivants, 35 000 guatémaltèques, arrêtés et disparus au cours de ces dernières années s'est achevée le 15 octobre à Madrid.(Espagne)

Enrique Tierno Galvan, maire de la capitale espagnole, a été l'instigateur de la campagne, mise sur pied par la section européenne de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala.

VIOLENCE OFFICIELLE

Selon des rapports de presse et émis par des organismes de secours, 11 personnes ont été assassinées, 15 arrêtées et disparues et 5 blessées par balle à la suite d'actes de violence officielle commis entre le 10 et le 16 octobre.

Victoria Miranda, Feliciano Flores Miranda et Rosa Ramirez Miranda ont été enlevées dans la ville de Malacatan, dans le département occidental de San Marcos. A Villacanales, près de la ville de Guatemala, des membres du département d'enquêtes techniques de la police nationale ont enlevé Domingo Ochoa, dirigeant du parti politique, Union de Centre National, dans cette localité.

BOYCOTTAGE DE COCA-COLA

Des syndicalistes ont fait savoir, le 16 octobre, que l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation -UITA- soutient depuis le 16 octobre le boycottage mondial de la production, distribution et consommation de la boisson Coca-Cola, en solidarité avec les travailleurs de l'usine guatémaltèque, menacés par la décision prise unilatéralement par la compagnie de suspendre dans ce pays la production au début de cette année.

Le 25 mai dernier, les propriétaires de la firme se sont engagés à résoudre dans un délai de 4 mois le problème qui menace plus de 400 travailleurs.

Un des syndicalistes a déclaré : "deux ou trois fois par semaine, durant la nuit, des inconnus ouvrent le feu contre les installations, ou tirent en l'air dans le but d'effrayer les camarades qui effectuent des rondes de surveillance".

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX